

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 73 (1985)

Heft: [3]

Artikel: Plaies culturelles, plaies mortelles ?

Autor: Lempen, Silvia / Berenstein-Wavre, Jacqueline / Gordon-Lennox, Odile

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-277512>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

PLAIES CULTURELLES, PLAIES MORTELLES ?



Photo BIT

Ce n'est pas par plaisir qu'elles voyagent.



Photo LSCR

Personnel international à l'ONU. Les femmes des fonctionnaires de l'ONU peuvent également y travailler, à condition de ne pas être placées sous les ordres de leur mari.

Comment trouver un équilibre quand on n'a plus de travail, plus de vie politique, quand la famille et les amis sont loin ? Celles qui ont la possibilité et le courage de mettre leurs enfants dans le système scolaire suisse (ce qui signifiera plus tard des difficultés de réinsertion...) se font généralement des amis suisses par les enfants. Les autres se retrouvent entre elles pour s'entraider, par exemple à l'American Women's Club, ou dans les activités organisées par les Eglises. Certaines reprennent des études...

En cas de divorce, ces femmes n'ont pas accès aux services d'aide sociale ni d'assistance juridique. Elles n'ont aucun moyen d'obtenir que la pension alimentaire leur soit versée. Au reste, veuves ou divorcées, elles sont priées de quitter la Suisse, sauf décision spéciale pour motifs « humanitaires » (elles doivent prouver qu'elles jouissent d'une bonne situation financière !)

PROJET ECONOMIQUE

En ce qui concerne les immigrées, qui forment le gros du contingent des étrangères en Suisse, les problèmes d'adaptation se présentent sous une autre forme. Certes, la plupart d'entre elles aussi n'ont pas quitté de leur propre chef leur

Calabre ou leur Andalousie natale. Mais, comme l'explique Katharina Ley dans un livre paru en 1977², elles assument solidairement avec leur mari le projet de promotion économique qui a poussé ce dernier à s'expatrier.

Leurs difficultés viennent plutôt de la nature même de ce projet qui, comme le remarque Pilar Ayuso, animatrice du centre de contact suisses-immigrés à Genève, ne peut pas être assimilé à un projet de vie.

Pour le réaliser, elles sont en effet contraintes d'abandonner justement tout le système de valeurs qui, au pays, régissait la vie des femmes, sans pour autant pouvoir ni vouloir assimiler vraiment les valeurs de la société d'accueil. D'où un malaise culturel profond, qui en fait des inadaptées aussi bien en Suisse qu'au pays natal.

Ce malaise peut prendre plusieurs formes, même contradictoires. Chez Emilia, une Sicilienne qui vit à Lausanne depuis 20 ans, il se manifeste comme un complexe de supériorité envers ses compatriotes. « Mon mari et moi, dit-elle, nous en avons bavé pendant tout ce temps. J'ai travaillé comme une bête à l'usine, alors que ma mère et mes sœurs n'ont jamais travaillé ailleurs qu'à la maison et aux champs. J'ai dû placer ma fille à la

semaine, parce que je ne pouvais pas m'en occuper, et je ne peux pas vous expliquer combien j'en ai souffert, combien je me suis sentie une mauvaise mère. Mais à présent que nous avons sorti la tête hors de l'eau, à présent que nous avons construit une maison là-bas, je n'ai plus tellement envie d'y retourner. Quand nous y allons pour les vacances, je me dispute toujours avec les gens, surtout avec les femmes. Je les trouve ignorantes, paresseuses, sans ambition. Elles ne sont même pas capables d'aller chez le médecin pour se faire prescrire la pilule ou le stérilet ». Ce qui n'empêche pas Emilia de rester à l'écoute grésillante des postes de radio italiens, plutôt que de la Radio romande...

DECALAGE CULTUREL

Selon Pilar Ayuso, en revanche, les immigrées espagnoles se réfugient dans la perpétuation des valeurs traditionnelles, qui leur tiennent lieu de racines dans l'exil, alors même qu'en Espagne les femmes s'émancipent à grande vitesse. Participant, en décembre dernier, à Madrid, à une conférence de femmes émigrées organisée par l'Institut National de la Femme (nouvellement créé par le gouvernement socialiste), elle a été frappée

par la difficulté qu'avaient ces femmes à sortir de leur rôle d'épouse et de mère, à parler en leur nom propre. « Des pays d'accueil, elles ne retiennent que la société de consommation ». Pas assez pour se sentir à son aise dans une Espagne en pleine mutation. Mais assez pour ne plus adhérer intégralement à un modèle traditionnel que l'émigration a fait voler en éclats...

L'analyse de Pilar Ayuso ne recoupe pas tout à fait l'expérience d'Emilia. Mais ne tirons pas de conclusions hâtives sur une hypothétique différence entre les Espagnoles et les Italiennes. Disons plutôt qu'il s'agit de deux témoignages différents, mais complémentaires, sur les dégâts que peut causer une hybridation culturelle forcée et non choisie, impossible à maîtriser.

FAMILLE, OU ES-TU ?

Les réfugiées, ou candidates à l'asile sont peut-être, de toutes les étrangères habitant en Suisse, celles dont le malaise est le moins spécifiquement lié à leur condition de femmes. Elles ne sont venues ni pour les besoins de la carrière d'un mari ni pour gagner de l'argent au prix de l'aliénation de leur identité féminine traditionnelle. Leur histoire est généralement celle d'un engagement politique qui, dans les larmes et le sang, leur a malgré tout donné les moyens de renforcer leur personnalité.

Pourtant, elles ressentent souvent comme les autres étrangères, le choc de l'exil en des termes qui échappent en partie à leurs compagnons. La diversité de leurs provenances empêche toute généralisation, mais citons un exemple : les réfugiées de culture latine ressentent très péniblement l'éloignement de leur famille, qui leur aurait fourni, au pays natal, un appui affectif et moral, mais aussi une aide concrète pour élever leurs enfants. Elles s'étonnent de l'absence en Suisse de solidarité et même de contacts entre les membres de la famille élargie, d'un certain défaut d'entraide spontanée.

Les réfugiées asiatiques ou africaines, celles venues des pays de l'Est, vivent encore d'autres blessures... Et les Suissesses, dans tout ça ? Il serait bien triste qu'elles soient les seules que le choc des cultures sur leur territoire n'incite pas à remettre en question leur propre identité de femmes...

Silvia Lempen

Enquête à Genève de **Jacqueline Berenstein-Wavre** et **d'Odile Gordon-Lennox**.

¹ Citation tirée d'un entretien avec Caroline Alvarez, dans le cadre d'une recherche en cours.

² « Frauen in der Emigration », Verlag Huber, Frauenfeld und Stuttgart.

MIRNA : UN PIED ICI, UN PIED LA-BAS



Mirna est arrivée en Suisse comme réfugiée politique à l'âge de 27 ans. Elle est sur la liste des 4 800 Chiliens interdits de retour. Actuellement, elle a un permis C et un « titre de transport » en guise de passeport. Et elle a un métier.

Punta Arenas, vous connaissez ? Une petite ville à l'extrême sud de la Patagonie, sur le détroit de Magellan. Eh bien, Mirna Donoso vient de là. Son père est jardinier de la ville de Punta Arenas. Elle, elle y a été institutrice.

En 1976, alors qu'elle dirigeait une école primaire près de Punta Arenas, Mirna a été arrêtée par la police et emmenée en prison à Santiago. Elle était membre du syndicat et avait eu l'occasion de suivre un cours de coordination scolaire organisé par l'Unesco. Ce qui l'avait mise en vue. Dans la prison de Santiago, elle vivait entassée avec des centaines de femmes. Un jour, elle a pu sortir grâce à la Croix-Rouge et au Vicariat qui avaient relevé les noms des prisonnières, et bien modestement grâce à l'Alliance de Sociétés féministes suisses qui s'était portée garante, vis-à-vis du Service fédéral des étrangers, pour l'accueil d'une réfugiée. C'est ainsi que Mirna est arrivée en Suisse fin 1977.

Tout d'abord, Mirna a passé d'une institution à l'autre, puis elle est allée apprendre le français à Fribourg, elle a été vendeuse à La Placette, nettoyeuse, aide dans une institution... Enfin, elle a rencontré une assistante sociale qui lui a parlé du métier d'éducatrice, de l'Institut d'Etudes sociales...

Mirna qui rêvait toujours d'être institutrice a pu obtenir une bourse et entrer à l'Institut. Trois ans après, elle était assistante sociale et avait pu se faire de vraies

amies suisses. Aujourd'hui, elle travaille au service social de l'Université. Elle est heureuse de sa réussite professionnelle... mais la Patagonie et le Chili c'est loin, très loin.

— **Avez-vous gardé des liens étroits avec vos compatriotes ?**

« Oui, je milite dans l'association Salvador Allende. J'ai aussi animé un théâtre de marionnettes avec les enfants chiliens. J'aime beaucoup les chants, la musique, les poèmes de mon pays. Mais je n'ai pas voulu vivre qu'avec des Chiliens. Alors je n'aurais pas pu m'adapter à la vie en Suisse. Vous savez, il faut avoir un pied en Suisse et un pied dans son pays. Sans cela la vie n'est pas possible. »

LA MALADIE DES REFUGIES

« Au début en Suisse, cela a été très difficile pour moi, très difficile jusqu'à ce que je trouve un métier. Depuis cette période, j'ai un ulcère, là, à l'estomac... Le médecin m'a dit que c'était la maladie des réfugiés !

Si je n'avais pas dû, dès l'âge de onze ans, quitter la maison pour vivre en internat afin de continuer mes études, jamais je n'aurais pu m'habituer à vivre ici, même avec un ulcère !

Quatre fois, j'ai fait une demande pour rentrer au Chili. Les quatre ont été refusées ». Et Mirna de raconter les tracasseries administratives qu'elle a rencontrées aussi bien auprès des Chiliens, des Suisses que des internationaux.

C'est la toute puissance de l'Administration souvent hermétique. « La dictature Pinochet, c'est horrible. C'est très mauvais pour nous. Au nom de ce que l'on croit, on peut faire beaucoup d'injustices. Mais quand on est au pays, comme mon père, on peut participer sérieusement à la lutte de notre peuple ».

— **Aimeriez-vous devenir Suisses-se ?**

« Un gentil fonctionnaire de la Police des Etrangers à Berne m'en a déjà parlé. Mais ce n'est pas possible. J'aime trop mon pays. C'est très compliqué à expliquer. Je suis bien ici, j'ai un travail intéressant. Je suis contente. Mais c'est quand même à Punta Arenas que je peux être heureuse. »

Mirna est une femme intelligente, courageuse, lucide. Elle a su s'intégrer à Genève. Mais ce n'est pas suffisant pour guérir une blessure idéologique et patriotique. Certes, les cours de l'Institut, son travail d'assistante sociale dans une institution psychiatrique pendant deux ans l'ont aidée à comprendre ses problèmes et à gérer ses conflits. Ceux-ci n'ont pas disparu pour autant. Le cas reste douloureux.

Jacqueline Berenstein-Wavre